

DANS CE NUMERO

En mars 2004, la ville chilienne de Valparaiso a accueilli la **Conférence sur le partenariat local entre l'Union européenne et l'Amérique latine**, intitulée «Bilan et perspectives de la coopération décentralisée entre collectivités locales de l'Union européenne et de l'Amérique latine dans le domaine des politiques urbaines» et coordonnée par la **Municipalidad de Valparaiso** en association avec la **Diputación de Barcelona**.

Les résultats, inscrits dans la «**Déclaration de Valparaiso**» et dans le document de base, ont été présentés par les plus hautes instances organisatrices dans le cadre du **III^e sommet des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes / Union européenne (ALCUE)**, qui s'est déroulé à Guadalajara les 28 et 29 mai 2004. Outre les avancées décrites dans le présent numéro, ces documents seront publiés dans un numéro spécial de URB-AL/INFO.

Parmi les principales conclusions de cette Conférence, on retiendra l'importance de la contribution apportée par la coopération décentralisée à l'action des collectivités locales dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la cohésion sociale ainsi qu'au renforcement des capacités institutionnelles. L'intérêt manifesté par les participants pour la poursuite du programme URB-AL, dont les résultats à ce jour présentent un bilan largement positif, a aussi été mis en évidence.

Vous trouverez également dans ce numéro les échos des réunions annuelles des réseaux, qui se sont tenues durant le premier semestre de l'année ainsi qu'une présentation des 6 projets B sélectionnés par la Commission européenne en décembre 2003.

RICCARDO GAMBINI
Office de coopération EuropeAid – Chef d'unité E2

LETTRÉ D'INFORMATION
du PROGRAMME URB-AL
programme horizontal de
coopération décentralisée
de la Commission européenne,
en faveur des villes,
agglomérations et régions
de l'Union européenne
et d'Amérique latine



COMMISSION EUROPÉENNE
EuropeAid
Office de coopération
Direction Amérique latine



Valparaiso: Les participants à la Conférence.

PROJETS COMMUNS SÉLECTIONNÉS

APPEL À PROPOSITIONS – 30 AVRIL 2004 (RÉFÉRENCE EUROPEAID/113113/C/G)

Coordination des projets communs

| PROJETS COMMUNS DE TYPE A | | | |
|--|------|--|--------------|
| Entité coordinatrice sélectionnée | Pays | Titre du projet | N° du projet |
| Comune di Nardi | IT | PA.G.U.S – AL2 | R6-A1-04 |
| Municipio de Cuenca | ECU | Vinculación entre presupuesto participativo y las asociaciones público-privado con la economía social solidaria | R9-A1-04 |
| Prefeitura de Diadema | BRA | La participación voluntaria en la planificación, ejecución y control social del presupuesto participativo | R9-A2-04 |
| Ayuntamiento de Madrid | ES | Guía de buenas prácticas en la gestión financiera local | R9-A3-04 |
| Ayuntamiento de Córdoba | ES | Participando en la gobernabilidad local: impacto de los presupuestos participativos en la administración pública local | R9-A4-04 |
| Comune di Venecia | IT | El presupuesto participativo como instrumento de lucha contra la exclusión social y territorial | R9-A5-04 |
| Comune di Roma | IT | PRACTICAR: laboratorio de prácticas para el fortalecimiento de las políticas públicas locales de lucha contra la nueva pobreza | R10-A3-04 |
| Ayuntamiento de Málaga | ES | Análisis de indicadores sociales desde una perspectiva territorial | R10-A4-04 |
| Ayuntamiento de Lloret del Mar | ES | Estrategias integradas para reducir la exclusión social | R10-A5-04 |
| Prefeitura de Guarulhos | BRA | Potencialização do uso de sistemas de informação georreferenciados nos projetos de combate a pobreza de jovens da periferia urbana | R10-A9-04 |
| Municipalidad de Villa María del Triunfo | PER | Pobreza extrema y hambre: respuestas participativas desde los gobiernos locales | R10-A10-04 |
| Intendencia Municipal de Rosario | ARG | Estrategias participativas com perspectiva de género de inserción socio-laboral para mujeres | R12-A1-04 |
| Mancomunidad de Tajosalar | ES | Procesos de empoderamiento y participación ciudadana en las mujeres | R12-A2-04 |
| Ayuntamiento de St. Boi de Llobregat | ES | Formación y capacitación para mujeres | R12-A3-04 |
| Intendencia de Tacuarembó | URU | Las nuevas tecnologías como apoyo a la emancipación social (TICES) | R13-A2-04 |
| Municipalidad de Puerto Montt | CHI | Entrepreneurship network: ciudades en fomento de la cultura emprendedora | R13-A5-04 |
| Ayuntamiento de San Sebastián - Donostia | ES | Aproximar las TIC a los ciudadanos mediante el aprendizaje permanente | R13-A7-04 |
| Municipalidad de Calama | CHI | Elaboración y aplicación de una estrategia de intervención para abordar la delincuencia juvenil desde una mirada multicausal | R14-A2-04 |
| Municipalidad del Maule | CHI | Disminución de la percepción de inseguridad de los habitantes | R14-A3-04 |
| Provincia di Padova | IT | The Impact of Urban Plan on the Prevention of Crime | R14-A5-04 |
| Prefeitura de Guarulhos | BRA | El protagonismo del gobierno local como articulador en la integración de políticas participativas de seguridad ciudadana | R14-A6-04 |
| PROJETS COMMUNS DE TYPE B | | | |
| Entité coordinatrice sélectionnée | Pays | Titre du projet | N° du projet |
| Ayuntamiento de Barcelona | ES | Observatorios locales de la democracia participativa | R3-B1-04 |
| Ayuntamiento de Barcelona | ES | Las nuevas tecnologías como herramienta de consolidación y apoyo a las microempresas | R4-B1-04 |
| Ayuntamiento de Leganés | ES | Centro virtual para la prevención y tratamiento de la violencia intrafamiliar | R5-B1-04 |
| Prefeitura de São Paulo | BRA | Centros locais de cidadania das mulheres como defensores da igualdade | R5-B2-04 |
| Gemeente Utrecht | NL | MOVILIZATION: keeping cities accessible by promoting bicycle use | R8-B1-04 |
| Provincia di Treviso | IT | O.R.o.S – Observatory for Road Safety | R8-B2-04 |

CALENDRIER

Réunions annuelles 2004-2005: Dates provisoires

| RÉSEAU N° - COORDINATEUR | LIEU | DATE |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------------------|
| N° 9 Prefeitura de Porto Alegre | Cordoue - Espagne | Mars 2005 |
| N° 10 Prefeitura de São Paulo | São Paulo - Brésil | 17-19 février 2005 |
| N° 12 Diputación de Barcelona | Montevideo - Uruguay | Avril 2005 |
| N° 13 Freie Hansestadt Bremen | Miraflores (Lima) - Pérou | 3-4 novembre 2004 |
| N° 14 Municipalidad de Valparaíso | Valparaíso - Chili | 9-10 septembre 2004 |

COORDONNÉ PAR LA DIPUTACIÓN DE BARCELONA

Promotion des femmes dans les instances de décision locales

Les 21, 22 et 23 avril 2004, 138 représentants de villes et d'institutions locales latino-américaines et européennes, tous membres du réseau URB-AL n° 12 «Promotion des femmes dans les instances de décision locales», se sont réunis à Barcelone pour la première réunion annuelle de ce réseau.

La rencontre, première réunion annuelle du réseau, avait pour thème «Vers la pleine citoyenneté des femmes». Lors de sa séance plénière, des expertes et féministes reconnues, comme Amelia Valcárcel, Carmen Martínez Ten et Helle Degn, ont présenté des exposés.

Le travail des participants s'est articulé autour des quatre ateliers ou axes thématiques suivants:

- Stratégies de promotion de la participation des femmes à la prise de décision et consolidation de leur leadership
- Élaboration de politiques en faveur de l'égalité à l'échelon local
- Nouvelle conception des villes vue sous l'angle des femmes
- Formation politique des femmes et promotion de la dimension de genre dans les moyens de communication.

Les discussions durant les ateliers ont permis d'identifier des priorités d'action.

Il convient d'accroître la **participation de toutes les femmes** dans toutes les activités de la société et de la vie publique. Il importe tout particulièrement de promouvoir des actions en ce sens destinées aux jeunes femmes. Ce plan

doit s'appuyer sur une série de mesures concrètes: campagnes de sensibilisation de la population, législations, réglementations et mesures donnant tout son sens à la démocratie paritaire. La participation citoyenne doit être l'un des éléments fondamentaux des politiques locales en matière d'égalité.

L'élaboration de politiques locales en faveur de l'égalité devrait prendre pour point de départ un diagnostic participatif, associant hommes et femmes et reflétant le point de vue des différents groupes sociaux. Dans la mesure du possible, ces politiques doivent être transversales et disposer des ressources nécessaires à leur mise en œuvre.

La nouvelle conception des villes vue sous l'angle des femmes doit partir de l'identification des éléments de la ville qui sont favorables aux femmes, contribuent à améliorer leur qualité de vie et renforcent leur participation à la vie de la cité. Les femmes elles-mêmes doivent être la principale source de ce diagnostic. La sécurité en ville, la mobilité et le transport, le modèle de logement et la localisation des services publics sont des sujets essentiels pour la qualité de la vie des femmes en ville, raison pour laquelle il y a lieu de tenir compte de leur participation à la prise des décisions sur ces thèmes ainsi que de l'aménagement urbain en général.

La **formation politique** des femmes est cruciale pour la promotion de leur participation à la direction des affaires et au pouvoir local. Les femmes doivent être formées à diriger; les domaines qu'elles peuvent diriger doivent être identifiés et les forces dont elles disposent doivent être reconnues, tout comme les obstacles qu'elles rencontrent dans le développement de leur leadership.

La formation doit préparer les femmes à faire de la politique avec une majuscule et à utiliser les moyens les plus efficaces dont elles disposent. À cette fin, la formation doit couvrir la connaissance des droits de l'homme et les politiques en faveur des femmes ainsi que l'apprentissage des capacités à s'affirmer, à communiquer, à négocier et à exercer leur leadership politique.

Le séminaire a retenu **13 propositions de projets communs** à présenter à la Commission européenne. Ces projets sont résumés plus loin.

Enfin, tous les participants au séminaire ont évalué très positivement l'opportunité de la rencontre, dont les travaux et les conclusions seront incorporés au Forum 2004 dans le cadre du Forum des femmes qui se tiendra en juillet prochain. ■



Réseau 12: Séance d'ouverture de la réunion annuelle

COORDONNÉ PAR LA PREFEITURA DE PORTO ALEGRE

Budget participatif et financement local

La Prefeitura de Porto Alegre a organisé le séminaire de lancement du Réseau 9 «Financement local et budget participatif» les 26, 27 et 28 février 2004. Il est inutile de rappeler l'importance de l'expérience de Porto Alegre dans la conception, la mise en œuvre et le développement du budget participatif. Il convient de souligner l'intérêt manifesté par tous les participants, tant européens que latino-américains, pour ce nouvel instrument de démocratisation des finances locales et de la vie de la cité, qui combine participation citoyenne et gestion efficace des ressources financières.

Le ministre brésilien de la Ville, M. Olivio Dutra, le préfet de Porto Alegre, M. João Verle, l'Intendente de Montevideo et président du Réseau Mercociudades, M. Mariano Arana, la préfète d'Alvorada (Brésil) et représentante du Frente Nacional de Prefeitos, Mme Stela Farias, le représentant de la Commission européenne, M. Marc Rimez, et le coordinateur général du Réseau 9, M. Eduardo Mancuso, ont assisté à la séance d'ouverture.

Tout au long des discours, le rôle majeur des municipalités dans le développement des pays a été mis en exergue. Stela Farias a insisté sur l'intérêt croissant suscité par la gestion participative et le pouvoir de changement qu'elle peut entraîner, même dans une situation locale en butte à d'énormes difficultés. Mario Arana, quant à lui, a mis en évidence la nécessité de conjuguer aspects locaux et régionaux et relations internationales. Il a présenté la participation citoyenne comme une forme de consolidation et d'approfondissement des institutions démocratiques, engageant un combat frontal contre la marginalisation et l'exclusion sociale et promouvant la solidarité et la justice sociale.

Marc Rimez, de son côté, a insisté sur le rôle très fort joué par les villes au cours de la dernière décennie en matière de coopération internationale et leur rôle déterminant dans l'amélioration des conditions socioéconomiques et de la qualité de la vie de leurs citoyens. Il a

également brièvement retracé l'historique du programme URB-AL et ses objectifs.

Le ministre Olivio Dutra a mis en lumière les politiques urbaines intégrées menées par le ministère de la ville dans la recherche d'un processus démocratique qui se radicalise constamment et s'ouvre à l'intervention directe des personnes dans les politiques urbaines. Il a souligné la volonté du Président Lula de voir se renforcer ce rapport horizontal de respect entre les mairies dans les échanges et de faire en sorte que la participation des communautés génèrent des résultats différenciés dans la gestion démocratique de l'espace public et que la relation entre démocratie représentative et démocratie participative s'approfondisse. Suivant cette approche, le citoyen n'est plus un simple observateur, mais bien un sujet, un acteur des changements au niveau local.

En clôturant la séance inaugurale, le préfet João Verle a mentionné le rôle de Porto Alegre dans l'élaboration du budget participatif et le fait que Porto Alegre ne prétend pas posséder une recette ou une formule toute prête de participation populaire, mais bien servir de référence à d'autres expériences. Par ces politiques, Porto Alegre a attiré l'attention d'institutions financières internationales comme la Banque Interaméricaine de Développement ou la Banque mondiale, qui soutiendront sa mise en œuvre parce qu'elle permet de lutter contre le gaspillage

et la corruption grâce au contrôle des dépenses par la population elle-même.

Dans l'après-midi, Sergio Baierle et Yves Cabannes, auteurs du document de base du Réseau, ont exposé les principales conclusions tirées de l'expérience acquise par Porto Alegre et de l'étude réalisée dans 25 villes d'Amérique latine et d'Europe. L'exposé a été suivi d'un échange de vues animé avec le public.

Les activités ouvertes au public ont attiré près de 400 personnes. Les ateliers étaient réservés aux 190 représentants de membres et d'associés extérieurs, provenant de 73 villes d'Amérique latine et de 17 villes d'Europe et de 12 pays des deux continents. La réunion a également compté 36 observateurs, parmi lesquels la représentante de la délégation de la Commission européenne au Brésil, Mme Maria Cristina Araujo.

Pour élaborer les propositions de projets communs, les participants ont choisi de travailler en quatre ateliers placés sous les axes thématiques suivants: «Budgets participatifs: formes de participation, pouvoir de décision et contrôle social»; «Le rôle politique du budget participatif: relations avec le pouvoir législatif et débat sur l'institutionnalisation»; «Finances municipales, contrôle des ressources publiques et financement local» et «Articulation entre budget participatif et planification». Les ateliers ont donné naissance à 27 idées de propositions, qui ont été présentées à l'assemblée le dernier jour.

Sous la coordination des auteurs des propositions, les membres du Réseau 9 analysent et affinent actuellement les différentes idées de propositions. Celles-ci sont disponibles sur le site Web du Réseau. La coordination du Réseau 9 a fixé les dates du 30 mars 2004 et du 30 septembre 2004 pour la remise des propositions, qui seront ensuite transmises à la Commission européenne jusqu'au 30 avril 2004 ou jusqu'au 31 octobre 2004.

Le prochain séminaire annuel du Réseau 9 est prévu en mars 2005 à Cordoue (Espagne). ■



Porto Alegre. Séance d'ouverture du séminaire de lancement

<http://www.portoalegre.rs.gov.br/URBAL/>

Le document de base: recueil et systématisation des expériences de budget participatif

L'importance du budget participatif ne cesse de croître en tant que facteur d'incitation du financement local dans les diverses expériences menées en Amérique latine et en Europe. Le document de base, présenté durant le séminaire de lancement, analyse les structures et les nouvelles possibilités de développement de cet instrument de participation populaire à la gestion publique. Yves Cabannes et Sergio Baierle sont les experts du Réseau et ont étudié 25 villes qui ont déjà recours au budget participatif.

Lors du séminaire de lancement du Réseau 9 URB-AL, les spécialistes Yves Cabannes et Sergio Baierle ont présenté quelques-unes des conclusions relatives au thème abordé dans le document. Sergio Baierle (de l'ONG Cidade en Brasil) a commencé par faire remarquer que les expériences de budget participatif ne sont pas mises en œuvre selon un modèle de projet, mais qu'elles s'inscrivent dans des contextes spécifiques. En analysant les expériences de budget participatif, les facteurs pertinents sont le développement institutionnel de chaque pays, région ou ville, les modèles politiques, le mode d'élection, la structure des partis, en somme la structure de chaque pays en ce qui concerne la répartition des ressources publiques. Selon M. Baierle, la tradition et la structure organisationnelle des villes jouent un rôle important dans le budget participatif, essentiellement par le biais du mode d'organisation de la population, du fonctionnement des mouvements sociaux et de la structure de représentation à l'intérieur de ces mouvements. Un autre aspect intéressant est l'organisation des partis. Il faut en effet qu'il existe des partis politiques suffisamment ancrés dans la société pour pouvoir donner suite aux propositions qui en émanent. M. Baierle a insisté sur la variété des budgets participatifs repris dans l'étude. Rien qu'au Brésil, près de 160 expériences de budget participatif ont été recensées. L'expert a également dressé une liste des questions essentielles qui se posent dans la mise en œuvre et la réalisation d'un budget participatif. Quel est l'espace politique? Quel est le rôle des acteurs sociaux? Comment élaborer des politiques actives de transfert de pouvoir aux citoyens? Qu'y a-t-il après la participation? Le budget participatif est un processus qui découle, à Porto Alegre, d'une longue histoire d'organisation populaire. À mesure que les conquêtes fondamentales se consolident, on assiste à l'émergence d'autres priorités jusqu'alors reléguées au second plan, comme par exemple, l'an dernier, la priorité accordée à l'éducation à Porto Alegre. M. Baierle a terminé son exposé en déclarant que le budget participatif a tendance à s'intégrer dans la planification.

Yves Cabannes, expert des Nations Unies, souligne la grande diversité des modèles de budget participatif, qui est un processus en évolution constante. L'évaluation décrite dans le document de base est le reflet de cette diversité, comme par exemple au niveau de la taille des villes concernées, qui vont de petites villes à des mégalo-poles. Selon M. Cabannes, l'histoire du budget participatif est marquée par trois dates importantes. Tout d'abord, lorsqu'il apparaît en 1989 dans des villes comme Porto Alegre, Montevideo et Santo André. Ensuite, depuis 1997, la phase que l'on a baptisée «essor brésilien», où plus de 100 municipalités se sont lancées dans l'aventure et, enfin, la phase actuelle, entamée en 2000, d'expansion et de diversification. En dépit de cet éventail d'expériences différentes, la question se pose de savoir comment différencier les budgets participatifs en fonction des critères

suivants: dimension participative, financière et budgétaire; aspect réglementaire et territorial. Pour analyser chacune de ces dimensions, l'expert a recours à 10 variables, telles que la forme de démocratie, qui détient le pouvoir de décision, quelle est l'instance décisionnelle, quelle est la logique instrumentale de la participation. L'analyse des finances municipales a fait apparaître que le degré d'autonomie financière est limité et que les transferts des gouvernements centraux sont un élément déterminant pour le budget participatif. Selon M. Cabannes, on ne peut envisager un processus de budget participatif sans comprendre la spécificité de chaque ville et sans appréhender la limite de la perception fiscale. Une autre question analysée a été l'impact du budget participatif sur la perception fiscale et l'autonomie financière de la municipalité. On a constaté un recul de l'insolvabilité, une prise de conscience citoyenne des limites des finances et des ressources municipales, un travail bénévole pour les travaux approuvés, des coûts de maintenance évités, la prévention du vandalisme et le dynamisme du capital social dans l'intérêt public. La dimension participative soulève, notamment, la question du niveau de participation des exclus historiques et des plus démunis. Il existe déjà des actions positives allant dans le sens de l'inclusion de ces personnes dans le processus de budget participatif. Une autre contribution positive est la transparence, qui dépend de la qualité de la communication pour que la communauté fasse confiance au mécanisme. La communication passe par des réunions publiques, des bulletins et des données informatisées (Internet). Pour conclure, selon M. Cabannes, le budget participatif est une autre façon de vivre la démocratie.



Porto Alegre: Séance du Conseil du budget participatif

COORDONNÉ PAR LA PREFEITURA DE SÃO PAULO

Lutte contre la pauvreté urbaine

La conférence intitulée «La pauvreté: une violation des droits de l'homme», était la deuxième réunion annuelle du Réseau 10 et s'est déroulée à São Paulo, du 17 au 19 février. Elle a rassemblé 176 représentants de collectivités locales et d'organisations de la société civile d'Amérique latine et d'Europe, en provenance de 17 pays.

La séance a été ouverte par le maire de São Paulo, Mme Marta Suplicy, par le ministre des droits de l'homme, M. Nilmário Miranda, par l'ambassadeur de l'Union européenne au Brésil, M. Alberto Navarro, et par les secrétaires municipaux qui font partie du groupe de coordination du Réseau 10.

Pour développer le thème de la conférence, les organisateurs avaient invité un spécialiste latino-américain, le professeur Julio Boltvinik, du Colegio de México, et un européen, le président du Conseil pour le développement économique et social du Portugal, le professeur Alfredo Bruto da Costa (pour plus d'informations sur la conférence, consultez le site: <http://portal.prefeitura.sp.gov.br/urbal/conferenciadelancamento/0001>).

Travaux de groupe

Après l'ouverture de la séance, les participants ont été répartis en cinq groupes afin d'échanger leurs expériences, d'approfondir le débat et de trouver des idées pour des futurs projets communs de type A.

Les thèmes abordés étaient les suivants:

- Développement local, travail, revenus et microcrédits: construction de l'autonomie et rôle des politiques d'émancipation. Coordination: M. Márcio Pochmann, Secrétaire chargé du développement et du travail.
- Accords de coopération en matière de politiques intégrées entre villes ou à l'intérieur des villes. Coordination: M. Kjeld Jakobsen, Secrétaire chargé des relations internationales.
- Réseaux de protection sociale et surveillance des risques sociaux. Coordination: Mme Aldaíza Sposati, Secrétaire chargée de l'assistance sociale.



Réseau 10: Ateliers

- Politiques d'éducation en tant que stratégie de mise en œuvre du réseau de protection sociale. Coordination: Mme Maria Aparecida Perez, Secrétaire chargée de l'éducation.
- Logement social, urbanisation, inclusion territoriale et sécurité de la propriété. Coordination: M. Paulo Teixeira, Secrétaire chargé du logement. Pour consulter les documents de travail des groupes, allez sur le site: http://www.prefeitura.sp.gov.br/arquivos/urbal/conferenciadelancamento/material/caderno_portugues.pdf

À la fin des travaux sur les thèmes choisis, 28 propositions de projets communs de type A ont été élaborées, dont onze ont été destinées à l'appel à propositions d'avril du programme URB-AL.

Évaluation

Durant la conférence, un questionnaire a été distribué aux participants afin qu'ils puissent évaluer les travaux. Il en ressort, que 88 % estimaient que les exposés ont fortement amélioré leurs connaissances. Pour 98 % des participants, les discussions ont contribué à élaborer le projet commun de type A. Parmi les autres aspects positifs, l'organisation de la conférence, le lieu choisi et l'interprétation simultanée ont été cités. ■

<http://www.prefeitura.sp.gov.br>

Charte de San Salvador sur la pauvreté urbaine

«Nous, représentants des villes de San Salvador, San José, La Havane, Guatemala, Tegucigalpa, Managua, Panama, Mexico, São Paulo, réunis au sein du premier Atelier régional pour l'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes du Réseau 10 - Lutte contre la pauvreté urbaine du programme URB-AL, qui s'est tenu les 28 et 29 février 2004 dans la ville de San Salvador, capitale d'El Salvador, déclarons:

La réalité de la pauvreté et de l'exclusion qui frappe le monde et, en particulier, les régions géographiques dites sous-développées est le résultat de la mise en place du nouvel ordre économique mondial, qui, dans sa globalisation, a oublié de respecter la dignité de l'être humain et de garantir la satisfaction des besoins primaires.

Les villes d'Amérique latine et des Caraïbes concentrent environ 70 % de la pauvreté, ce qui les rend dépendantes des demandes de

services et les oblige à élaborer des politiques publiques génératrices d'accès et d'opportunités pour le plus grand nombre.

La pauvreté absolue ou relative et, en particulier, l'exclusion sociale, est un phénomène pluridimensionnel qui ne peut être défini que par le critère des revenus. Il est fondamental qu'on l'aborde aussi sous l'angle de la non-satisfaction des besoins fondamentaux et, notamment, de la garantie de l'exercice et du respect des droits de l'homme

pour tous et toutes. Il convient de lutter contre la dévalorisation de l'être humain, contre le rejet de franges énormes de la population, contre la perte d'identité et contre la disparition de la solidarité dans la société. Nous devons retrouver l'espérance et œuvrer en faveur de l'inclusion.

Nous apprécions l'alliance qui a permis cette rencontre importante entre le RESEAU 10 du programme URB-AL «Lutte contre la pauvreté urbaine», la mairie de São Paulo, la mairie

Le Réseau 10 a organisé, en collaboration avec le Réseau 9, la première rencontre régionale entre le Mexique, l'Amérique centrale et Cuba, à San Salvador

Près de 300 représentants de villes de tous les pays d'Amérique centrale, du Mexique et de Cuba ont pris part à la première rencontre régionale organisée par le Réseau 10 - «Lutte contre la pauvreté urbaine» - qui s'est déroulée les 28 et 29 février 2004 à San Salvador (El Salvador) et à laquelle ont également participé des représentants du Réseau 9 - «Financement local et budget participatif» - sous la coordination de Porto Alegre (Brésil).

L'objectif de cette rencontre régionale était d'accroître la participation des villes d'Amérique centrale dans le programme URB-AL, une faiblesse décelée lors de la conférence de lancement du Réseau 10. Un autre objectif consistait à échanger des expériences en matière de lutte contre la pauvreté et des connaissances sur la coopération internationale entre collectivités locales. «La stratégie suivie par la rencontre régionale consiste à renforcer les nouvelles adhésions, à permettre la participation et l'échange d'expériences avec des collectivités en butte à des difficultés budgétaires pour participer à nos actions ou qui ont peu d'expérience de la coopération internationale», précise Sinoel Batista, coordinateur exécutif du Réseau 10. Son homologue du Réseau 9, André Passos, partage cette analyse, étant donné que, pour lui, cette rencontre régionale, outre le fait qu'elle dégage les diverses possibilités de coopération dans le cadre du budget participatif, marque une nouvelle étape dans le programme URB-AL. Premièrement, elle innove en régionalisant systématiquement

les discussions des réseaux et deuxièmement, elle crée un modus operandi conjoint entre les réseaux, en l'occurrence les Réseaux 9 et 10.

Financement

Dans la mesure où le programme URB-AL ne prévoit pas de ressources pour les conférences régionales, la solution trouvée pour l'organisation de cette rencontre a consisté à former des associations temporaires avec la mairie de San Salvador, la Fondation Friedrich Ebert (FES) et l'Union des villes et capitales hispano-américaines (UCCI). L'initiative a également été soutenue par le bureau régional de l'Union européenne, la Banque mondiale et le PNUD/Amérique latine et Caraïbes.

Durant les deux jours de la rencontre, les thèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale, les manières de lutter contre la pauvreté, en particulier par des stratégies décidées par le budget participatif, au plan local, ont été débattus. De même, les participants ont cherché des mécanismes permettant de

faire évoluer les associations provisoires vers d'autres types d'action entre plusieurs réseaux du programme URB-AL, l'Union européenne et d'autres représentants de la société civile. À l'issue de la rencontre, la Charte de San Salvador a été élaborée. Elle contient les lignes directrices qui devront régir la coopération entre tous les participants (voir extraits ci-dessous et le texte complet à l'adresse www.urbal10.sp.gov.br).

Prochaines rencontres

Le succès de la première rencontre a permis de fixer un calendrier afin d'organiser des manifestations similaires à Mexico, les 19 et 20 août. Ensuite, ce sera le tour de Sucre (Bolivie), en septembre, et d'autres régions d'Amérique latine et d'Europe, mais ces rencontres doivent encore être programmées. Selon les coordinateurs exécutifs, Sinoel Batista et André Passos, le défi consiste à faire participer les autres réseaux aux prochains événements. ■

de San Salvador, l'Union des capitales hispano-américaines (UCCI) et la Fondation Friedrich Ebert (FES), qui nous incite à poursuivre et à unir nos efforts pour réaliser des actions et des projets communs demain.

Nous nous proposons d'encourager ensemble et de promouvoir dans chacun de nos pays:

- le renforcement de la démocratie, de la participation et de la cogestion citoyenne dans le respect de l'égalité entre hommes et femmes et le respect du culte et des ethnies;
- la poursuite de la décentralisation des structures des gouvernements nationaux vers les collectivités locales;

- le renforcement de la transparence dans la gestion et l'utilisation des ressources publiques;
- la généralisation de l'accès aux politiques publiques pour tous.

Ainsi, pour cristalliser notre alliance et notre approche commune du phénomène à combattre, nous proposons:

- de renforcer les réseaux et associations existants qui engagent des actions et des projets communs de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'inclusion sociale dans nos villes;

- d'établir un programme commun, identifiant les domaines et les actions ponctuelles de la stratégie d'inclusion sociale;
- de dynamiser les capitales et les autres villes de la région, ainsi que le processus d'intégration et de coopération régionale.

Nous remercions les représentants et représentantes des villes de Porto Alegre, de Quetzaltenango et de San Juan pour leur participation et leur sommes reconnaissantes d'apporter une dimension sociale aux expériences d'instrumentalisation des politiques de développement local actuellement en cours. ■

Coordonnée par la Municipalidad de Valparaiso

Les 22, 23 et 24 mars 2004, la ville de Valparaiso (Chili) a accueilli la Conférence sur le partenariat local entre l'Union européenne et l'Amérique latine, placée sous le thème «Bilan et perspectives de la coopération décentralisée entre collectivités locales de l'Union européenne et de l'Amérique latine dans le domaine des politiques urbaines».

Comme toute expérience novatrice, la coopération décentralisée entre collectivités locales d'Amérique latine et d'Europe implique un processus d'apprentissage permanent. Pour renforcer ce processus, il faut, d'une part, dresser le bilan de ses succès et de ses limites et, d'autre part, réfléchir aux perspectives qu'il offre à la lumière de l'expérience de coopération acquise ces dernières années et du savoir-faire de ces collectivités dans la pratique de la gestion locale.

C'est dans ce but que la Commission européenne a choisi le consortium formé par la **Municipalité de Valparaiso et la Diputación de Barcelona** pour coordonner le projet de «Conférence sur le partenariat local entre l'Union européenne et l'Amérique latine: **Bilan et perspectives de la coopération décentralisée entre collectivités locales de l'Union européenne et de l'Amérique latine dans le domaine des politiques urbaines**».

Plus de 30 acteurs clés ou experts et représentants de collectivités locales et régionales d'Europe et d'Amérique latine, possédant

une expérience de la coopération décentralisée, ainsi que des représentants de la Commission européenne et de la Diputación de Barcelone, y ont assisté.

Les participants ont travaillé en ateliers placés sous trois thèmes: «Bilan de la coopération décentralisée entre collectivités locales de l'Union européenne et de l'Amérique latine dans le domaine des politiques urbaines»; «Modalités: acteurs, gestion et financement» et «Perspectives de la coopération décentralisée entre collectivités locales de l'Union européenne et de l'Amérique latine dans le domaine des politiques urbaines».

La séance plénière a eu lieu le 24 mars dans l'après-midi. Durant cette séance, un résumé des principales réflexions soulevées dans le cadre des ateliers a été présenté. Parmi celles-ci, l'importante contribution de la coopération décentralisée à l'action des collectivités locales dans la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la cohésion sociale a été soulignée. Il a été proposé de créer un espace de dialogue politique entre les collectivités locales de l'Union européenne et d'Amérique latine ainsi que de mettre en place un Observatoire de la coopération décentralisée, qui permettrait de recueillir, de systématiser et de faire connaître les projets. Par ailleurs, l'intérêt des participants pour la poursuite du programme URB-AL, dont les résultats présentent jusqu'ici un bilan largement positif, a été mis en évidence.

Des alternatives ont été proposées tant pour le cas spécifique d'URB-AL que pour l'en-

semble de la coopération décentralisée afin d'optimiser leur «mode de fonctionnement».

Les résultats de la conférence, traduits dans la Déclaration et dans le document de base, ont été présentés par les plus hautes instances organisatrices au III^e sommet des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes/Union européenne (ALCUE), qui s'est tenu à Mexico, les 28 et 29 mai 2004. En outre, un numéro spécial d'URB-AL/INFO sera consacré à cet événement.

Ces résultats ont déjà été présentés au Congrès de la Fédération latino-américaine des villes, municipalités et associations de collectivités locales (FLACMA), qui s'est déroulé à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), du 19 au 21 avril. À cette occasion, le Congrès a résolu d'«exprimer son appui à la Déclaration de Valparaiso (...) en soutenant les initiatives destinées à assurer la continuité des programmes et projets de coopération décentralisée qui contribuent au rapprochement des collectivités locales et régionales des deux régions». Ces documents ont aussi été présentés durant la réunion de création de l'Organisation mondiale des «Cités et Gouvernements locaux unis» (CGLU), qui s'est tenue à Paris du 4 au 6 mai. ■

<http://www.conferenciaurbal2004.cl/>



Travail en ateliers



Cérémonie de clôture de la conférence

Déclaration de Valparaiso

Dans le prolongement des travaux de la conférence, la Municipalidad de Valparaiso et la Diputación de Barcelone ont rédigé et signé la «Déclaration de Valparaiso», qui reprend les principales conclusions du document de base et des travaux de la conférence. Vous trouverez ci-dessous quelques extraits pertinents de cette déclaration. Le texte complet est publié sur le site Web de la conférence, avec la version finale du document de base.

1- La pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sociale constituent les problèmes les plus urgents que doit traiter l'Amérique latine. (...) Résoudre ces problèmes par des politiques de renforcement de la cohésion sociale grâce à la réduction de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion, est une priorité pour l'Amérique latine. Les collectivités locales étant le niveau de gouvernement le plus proche des besoins et des réalités des citoyens, cette priorité constitue un domaine de travail privilégié pour l'élaboration de politiques publiques locales.

Nous reconnaissons le rôle décisif que jouent les gouvernements locaux et régionaux d'Amérique latine dans la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion et dans la promotion de la cohésion sociale et du développement économique.

2- Ces dernières années, les collectivités locales ont joué un rôle majeur dans la coopération internationale. La coopération décentralisée se traduit directement par le renforcement des processus de changement structurel et de démocratisation, en favorisant l'extension des espaces d'intervention et d'engagement des différents acteurs de la société civile. La coopération décentralisée s'est révélée être un mécanisme efficace pour l'apprentissage mutuel des organes de représentation locale et un outil précieux pour le renforcement de leurs capacités institutionnelles.
(...)

4- Ces dernières années, divers programmes, projets et actions de coopération

décentralisée ont été mis en place entre des collectivités locales de l'Union européenne et d'Amérique latine dans le domaine des politiques urbaines, promues par des institutions à caractère régional et local ou par la Commission européenne et d'autres organismes multilatéraux. Nous apprécions leurs contributions au développement urbain des deux régions et ***réaffirmons l'importance de poursuivre et d'approfondir ce type d'initiatives. En ce sens et au vu des priorités de l'Amérique latine, nous recommandons que la coopération décentralisée s'oriente essentiellement vers le renforcement de l'action des collectivités locales en matière de cohésion sociale. Nous proposons que cette priorité d'action ainsi que l'intégration régionale forment les axes autour desquels s'articuleront les actions de soutien aux politiques locales et qui leur donneront leur sens*** (lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion; politiques relatives aux migrants, aux jeunes, à la culture, à l'éducation, etc.). De même, nous insistons sur le fait qu'il importe de voir dans les initiatives décentralisées la demande énorme d'appui institutionnel émanant des collectivités locales et sur la reconnaissance par celles-ci de la contribution importante des mécanismes d'échange d'expériences en matière de politiques urbaines.

5- En particulier, ***nous soulignons l'intérêt que nous portons à la poursuite du programme URB-AL*** de la Commission européenne, dont les résultats présentent jusqu'ici un bilan positif en termes de consolidation de liens directs et durables entre collectivités locales européennes et latino-

américaines, de contribution au renforcement des capacités institutionnelles des municipalités et de diffusion et de mise en œuvre de bonnes pratiques en matière de politiques urbaines.

6- Les collectivités locales de l'Union européenne et d'Amérique latine insistent toutes sur la nécessité et l'urgence de mettre en place un mécanisme de diffusion et de mise en mémoire institutionnel des expériences de coopération décentralisée, de ses résultats et de son impact. Cela permettra non seulement de sauvegarder le patrimoine de la coopération décentralisée, mais également de multiplier ses résultats et ses avantages.

C'est la raison pour laquelle ***nous recommandons la création d'un Observatoire ou d'un Centre de ressources*** destiné à la collecte, à la systématisation et à la diffusion des résultats et de l'impact de la coopération décentralisée à l'intention des collectivités locales européennes et latino-américaines. L'Observatoire pourra ainsi répondre à deux autres insuffisances de la coopération décentralisée: l'absence de production de connaissances et de réflexion systématique sur les programmes et leurs résultats et l'absence de données comparables et d'indicateurs enregistrant l'impact des interventions.
(...)

11- En tant que collectivités locales européennes et latino-américaines, nous réaffirmons nos liens historiques et culturels, ainsi que les principes et valeurs communs ratifiés en mai 2002 à Madrid. Nous considérons qu'il est indispensable de créer un espace de ***dialogue politique*** entre collectivités locales de l'Union européenne et de l'Amérique latine, qui permette de renforcer les actions mises en œuvre au niveau technique en matière de coopération décentralisée et de renforcer la concertation politique dans le cadre de l'association stratégique birégionale convenue à Rio de Janeiro en 1999. ■

Stadt Karlsruhe: Le projet «Déchets dans les îles océaniques (RIO-B)» réduira les dommages causés par les déchets dans les îles touristiques

Ce projet B est la poursuite et l'extension d'un projet de type A que la municipalité de Karlsruhe a mis en œuvre entre mars 2002 et mars 2003 sur le même thème dans les îles de San Andrés (Colombie) et de Santa Cruz de Galapagos (Équateur).

Dans cette nouvelle phase, les cités-entités participantes de la phase A du projet (Heidelberg/Allemagne, Santa Cruz, San Andrés et Coralina/Colombie) ont été rejointes par deux nouvelles municipalités: Arucas (îles Canaries/Espagne) et Lima (Pérou). La date de lancement du projet fut le 1^{er} mai 2004 et il prendra fin 24 mois plus tard.

À Santa Cruz de Galapagos, tout comme dans de nombreuses îles océaniques attirant d'importants flux de touristes, le traitement des déchets est précaire. L'approvisionnement de la population en biens de consommation provient du continent et laisse une grande quantité de déchets non recyclés pour l'instant. À l'heure actuelle, 3 % seulement des déchets produits dans l'île de Santa Cruz sont recyclés, tandis que le reste est incinéré au milieu d'un parc national classé patrimoine naturel de l'humanité.

Ce projet a pour ambition de trouver un site pour une nouvelle décharge et de sécuriser la décharge existante afin d'augmenter ensuite considérablement le pourcentage de déchets recyclés. Pour ce faire, une partie de la nouvelle décharge sera consacrée au compostage des matières organiques et les mécanismes de collecte et de transport des déchets seront améliorés.

Par ailleurs, à San Andrés, en dépit du fait que le plan de gestion des déchets ait enregistré des progrès importants, il convient de mettre en œuvre un système durable de recyclage. Durant la première étape du projet (type A), la décharge existante a été recouverte d'une bâche en plastique afin d'éviter la contamination des eaux souterraines par des lixiviats. La seconde phase a maintenant pour but d'assainir la décharge



La décharge actuelle aux îles Galapagos.

existante, d'optimiser le système de transport et de gestion des déchets, tout en sensibilisant la population à l'environnement. Tout cela assurera et améliorera la qualité de la

biosphère locale en créant de nouveaux postes de travail dans une nouvelle entreprise municipale qui sera créée pour la valorisation des déchets solides. ■

Prefeitura de Caixas do Sul: la consolidation de l'identité territoriale par le tourisme

Ce projet B résulte des conclusions formulées par les associés du projet de type A «Roteiros turísticos e patrimônio da imigração italiana», qui a pris fin en janvier 2003.

Durant cette phase, le projet a pour ambition de développer, au niveau latino-américain, la formation professionnelle dans le secteur du tourisme, en particulier pour les jeunes, et de promouvoir la gestion du patrimoine matériel et immatériel en tant qu'attraction touristique majeure. Ces programmes de formation seront pris en charge par la Escuela de Agroturismo, qui sera créée à Caixas do Sul. En outre, divers cours tech-

niques seront organisés sur le tourisme à vocation œnologique et gastronomique en Europe. À Bento Gonçalves, un Centre d'entreprises des arts et métiers sera chargé de la formation professionnelle et entrepreneuriale des jeunes.

Par ailleurs, l'amélioration de la capacité de gestion publique du patrimoine historique sera encouragée par le biais d'inventaires

du patrimoine, de la mémoire orale et d'une banque d'images qui sera installée à Fors da Cunha. Elle coordonnera la mise en œuvre de processus de numérisation d'images et la création de musées virtuels en réseau avec les associés.

En somme, par des actions complémentaires menées par les divers associés, le projet cherche à valoriser et à développer des plans territoriaux de protection des routes touristiques. ■

Ayuntamiento de Irún: alliance entre les secteurs public et privé en faveur du développement local

Le projet OBSERVA-NET, dont le coordinateur est la mairie d'Irún (Espagne), reprend les conclusions et la méthodologie issues du projet de type A «La concertation entre secteurs public et privé au plan local» et, dans un esprit de continuité, met en avant le travail d'alliances entre secteurs public et privé pour promouvoir le développement local.

Tous les associés qui ont pris part au projet de type A, dont le coordinateur était la mairie d'Irún, se retrouvent dans ce projet de type B, à savoir la mairie de Santa Cruz de Tenerife (Espagne), la municipalité de Hijuelas (Chili), la municipalité de Penco (Chili), la municipalité de Junín (Argentine) et la municipalité de Trelew (Argentine). Les nouveaux associés de ce projet de type B sont la mairie de Vila Real de Santo Antonio (Portugal) et la Prefeitura de Rio Claro (Brésil).

Les objectifs poursuivis sont au nombre de deux: dans un premier temps, créer un observatoire territorial et un outil de gestion de l'information dans tous les territoires associés.

Dans un second temps, mener à bien trois projets pilotes d'alliances public-privé. Les

deux premiers (l'un en Europe et l'autre en Amérique latine) sont étroitement liés au travail de l'observatoire préalablement créé et ont pour objectif d'utiliser les produits issus dudit observatoire (profils professionnels émergents, niches d'activité pour les entreprises, etc.).

Le troisième projet est axé sur le travail d'alliances entre secteurs public et privé dans le domaine du tourisme, ce secteur étant considéré comme un moteur du développement économique local. Un travail préparatoire d'identification et d'élaboration de projets en Amérique latine, réalisé par Bidasoa activa (mairie d'Irún) a mis cet élément en évidence.

Les destinataires du projet sont les mairies, les organisations et entités locales, les tech-

iciens locaux, les professionnels de l'emploi et les chefs d'entreprise.

Outre les activités nécessaires à la réalisation des deux objectifs principaux, le projet accorde une grande importance aux activités de formation, de diffusion, de visibilité et de sensibilisation, notamment, qui se dérouleront durant toute sa mise en œuvre.

Le projet dispose également d'un site Web, dont l'objectif est double: servir d'une part d'instrument de diffusion et de communication entre les associés et, d'autre part, mettre l'outil de gestion de l'information (système d'information) sur l'Internet. ■

Rosario SUMA: «Une solution urbaine alternative»

Le projet se propose d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies d'aménagement urbain, d'intégration sociale et d'aménagement territorial, favorisant la reconversion de secteurs en pleine dépression ou à l'abandon, afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie et de l'état de l'environnement dans les villes.

Les stratégies d'intervention seront centrées sur les domaines suivants

- élaboration et mise en œuvre de projets d'intervention dans des espaces publics abandonnés et isolés dans chacune des municipalités associées dans le cadre d'une approche méthodologique intégrée;
- mise au point d'une méthodologie de régénération urbaine d'espaces dégradés et déstructurés, permettant l'échange d'expériences et l'intervention dans les localités associées;
- reconversion de la zone du parc Hipólito Yrigoyen dans la ville de Rosario grâce à

des investissements dans l'infrastructure et à la restauration d'un monument historique;

- ouverture de nouveaux itinéraires du TUP (transport urbain de passagers) de Rosario qui insèrent le parc Hipólito Yrigoyen dans le réseau des espaces publics de la berge;
- aménagement des alentours du parc Hipólito Yrigoyen en recourant à des outils couvrant une politique de requalification urbaine, à la concertation entre secteurs public et privé, aux expériences et à l'expertise des villes associées en la matière;
- création d'un cadre collectif d'engagement social et de rencontre citoyenne par l'échange culturel entre les villes associées et la ville coordinatrice, en développant des activités diverses.

La méthodologie de l'intervention prévoit deux axes de travail:

- la promotion et le développement des villes associées à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet d'intervention dans des espaces publics abandonnés et isolés, qui



La gare centrale Cordoba

répondre à la thématique de gestion et de contrôle de l'urbanisation en contribuant à l'aménagement urbain, à l'intégration sociale et à l'aménagement territorial;

- la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention dans la ville coordinatrice par le biais du projet Parc Hipólito Yrigoyen.

Ces deux points trouveront leur synthèse dans l'élaboration d'une méthodologie d'intervention intégrée pour la régénération urbaine d'espaces dégradés et déstructurés, qui améliore la qualité de vie des habitants et la situation environnementale des villes.



Rosario. Parc Yrigoyen et connexion au réseau de parcs.

Odense Kommune: les communes au service de la formation et de l'emploi des femmes au Costa Rica et en Amérique centrale

Grâce à la mise en œuvre du projet de type A, coordonné par Odense et essentiellement réalisé au Costa Rica, plusieurs groupes de femmes ont reçu les outils nécessaires à la création de leurs entreprises. En outre, avec la mise en place des Centres pour l'emploi, il a été démontré qu'il était possible pour les municipalités d'inciter des groupes de femmes au niveau local à entrer sur le marché du travail formel et d'améliorer ainsi leur situation économique.

Avec la participation des municipalités de Cuenca (Équateur), de Nueva San Salvador (El Salvador), d'Escazú et d'Acosta (Costa Rica), de TajoSalor (Extrémadure, Espagne) et l'Instituto nacional de las mujeres de Costa Rica (INAMU), la commune

d'Odense, en sa qualité de coordinatrice, s'est efforcée de consolider et de multiplier ces résultats prometteurs.

Le projet B a pour objectif premier de créer un Centre régional de formation pour les femmes avec le soutien des instances municipales. Ce Centre donnera aux municipalités et aux instances locales la possibilité d'offrir une formation professionnelle aux femmes en vue d'améliorer leur situation économique. Le Centre proposera des formations conçues et évaluées dans le cadre d'un module destiné aux formateurs/formatrices ou aux multiplicateurs/multiplicatrices.

Durant le projet, il est prévu qu'une formation soit dispensée à 240 femmes, avec des modules pour l'emploi et le développement d'initiatives génératrices de revenus. Il

ressort de l'expérience acquise lors du projet précédent, que 30 à 40 % des femmes ayant suivi une formation, trouveront une place sur le marché du travail en créant leur propre entreprise.

En outre, en créant des Centres pour l'emploi, les différentes municipalités augmenteront leur visibilité au plan local et amélioreront leur image d'administration locale au service de leurs citoyens, non seulement par rapport aux femmes à la recherche d'un emploi, mais aussi par rapport aux entreprises privées locales qui pourront trouver plus facilement des travailleurs/travailleuses.

Par le renforcement de la capacité de formation des municipalités, le projet cherche à accroître leur capacité technique réelle de création d'emplois. ■

Landeshauptstadt Stuttgart: "MOVI-MAN", un médiateur au service de la mobilité

Les nécessités et les problèmes des villes et des régions dans la thématique de la mobilité urbaine ont été identifiés dans le cadre de la coordination du réseau URB-AL N°8 «Gestion de la mobilité urbaine». Le réseau dispose de 183 membres dans 28 des pays d'Amérique latine et d'Europe.

Un résultat évident du travail du réseau N° 8 est la constatation d'un manque d'instruments de gestion. Il existe souvent un manque de clarté quant aux responsabilités ou au déficit administratif dans ce qui traite tant de la connaissance des nécessités réelles de tous les protagonistes de la mobilité comme des facteurs locaux spécifiques par rapport à l'impact produit.

A cet effet on créera la charge de «gestionnaire de mobilité» qui agira comme médiateur et fera le lien entre les utilisateurs de l'infrastructure de transport, d'une part, les auto-

rités responsables de cette dernière et les entreprises de transport de la zone, d'autre part.

Ses tâches consistent à informer et à conseiller aux acteurs de la zone respective dans tous les aspects de la mobilité. De cette manière, on assurera la livraison d'une meilleure information à l'administration sur les problèmes et les défis spéciaux qui sont posés à l'infrastructure de transport de la zone industrielle respective. Cette action permet à l'administration de gérer plus efficacement la mobilité urbaine (optimisation de la planification du transport, la commande du transport et le règlement du transport).

Le projet Type B "Movi-Man" est coordonné par la Municipalité de Stuttgart (<http://www.stuttgart.de/europa/urb-al>). La création de la charge du «gestionnaire de mobilité» sera effectuée dans la zone industrielle «Wallgraben». Travaillent actuellement dans cette zone (137 HA) environ 20.000 personnes

dans 700 entreprises. Afin d'assurer la transmission des résultats dans tout le réseau N° 8 d'URB-AL on créera un «gestionnaire de mobilité» aussi dans des zones industrielles de Porto Alegre, Brésil, et de Carthagène des Indes, Colombie. Les autres partenaires du projet sont le Forum de Bizkaia (Espagne), Leicester (Angleterre), Criciúma et Curitiba (Brésil), San Salvador (El Salvador), et deux partenaires externes, l'Université de Stuttgart et l'Industrievereinigung Vaihingen-Möhringen (Association industrielle). ■

Contact:

M. Ulrich Steimer
Bürgermeisteramt, Technisches Referat, Abteilung Verkehrsausbau und Investitionen
Marktplatz 1
70049 Stuttgart
Tel: + 49.711.216.2590
Fax: + 49.711.216.8294
Email: ulrich.steimer@stuttgart.de

PROJETS

Plus de 60 projets communs ont achevé leurs activités dans le cadre des 8 réseaux de la première phase du Programme

Déjà plus de 60 projets d'échange d'expérience ont achevé leurs activités dans le cadre des réseaux de la première phase. Durant le premier semestre de l'année, 13 projets communs ont achevé leurs activités.

| Coordinateur | Pays | N° du projet | Intitulé du projet |
|--|----------|------------------|--|
| Municipalidad de Arica | Chile | R2-P3-99 | Centro – Barrio y Know How Local |
| Provincia di Perugia | Italia | R2-P3-00 | La trasformazione dei centri storici ed il recupero del ruolo partecipativo della popolazione per forme di sviluppo sostenibile |
| Prefeitura Municipal de Belo Horizonte | Brasil | R3-P2-00 | Internet: Outil de perfectionnement de la Démocratie locale |
| Alcaldía de Manizales | Colombia | R3-P3-00 | Juventud y participación ciudadana: prácticas, formación y acciones |
| Ayuntamiento de Córdoba | España | R3-P6-01 | Los presupuestos participativos: hacia nuevas formas de gobernabilidad local |
| Ville Le Lamentin (Martinique) | France | R3-P9-01 | Le budget participatif appliqué aux jeunes: un outil au service des politiques municipales en faveur de la jeunesse |
| Ville de Charleroi | Belgique | R4-P5-01 | TURDEL: mise en œuvre d'une stratégie intégrée de développement touristique durable |
| Ayuntamiento de Rubí | España | R4-P12-01 | Energías renovables y oportunidades de empleo ENERGIA+D |
| Comune di Ariccia | Italia | R6-P3-02 | Améliorer l'environnement urbain: identifications des actions à mettre en œuvre en vue de la valorisation des espaces verts et de la revitalisation des centres historiques des zones urbaines |
| Prefeitura de Florianópolis | Brasil | R7-P4-01 | Gestión de la Urbanización en ciudades turísticas |
| Mancomunidad de Municipios del Area Metropolitana de Barcelona | España | R7-P8-01 | Organización de las Areas Metropolitanas e Instrumentos de Intervención |
| Regione Toscana | Italia | R7-P10-02 | Identificación de instrumentos de Planificación de la urbanización: el enfoque multidisciplinar y integrado |
| Provincia de Treviso | Italia | R8-P9-01 | Virtual Community for road safety. Prevention of road accidents and diffusion of the culture of safety |

APPEL A PROPOSITIONS

Centre de Documentation URB-AL et Observatoire de la coopération décentralisée locale UE-AL

La Commission européenne a décidé de confier la coordination d'un Centre de Documentation URB-AL, d'une part, et d'un Observatoire de la coopération décentralisée locale UE-AL, d'autre part, à deux consortiums de deux villes – une européenne et une latino-américaine – qui aient participé activement dans le développement du Programme URB-AL. La subvention correspondante s'élève à un montant maximum de 800.000 euros et de 1.200.000 euros, respectivement.

D'un côté, la Commission a demandé à deux experts indépendants d'évaluer la première phase du Programme dans son ensemble. Les résultats de cette évaluation ont été remis en février 2004. Parmi ses principales recommandations, celle-ci souligne la nécessité de doter le programme d'une instance qui permette d'assurer la centralisation, la conservation et la diffusion des résultats des activités du même Programme.

Dans le cadre de la préparation du Sommet de Guadalajara en mai 2004, la Commission a octroyé une subvention pour la coordination d'une Conférence sur le partenariat local entre l'UE et l'Amérique latine. La Conférence s'est tenue dans la ville de Valparaiso du 22 au 24 mars 2004. Parmi les recommandations, exprimées dans le Document de base et dans la Déclaration de Valparaiso, on relève la pertinence de la création d'un Observatoire de la coopération

décentralisée entre collectivités locales UE-AL.

Ces deux appels à propositions ont été publiés en juillet 2004. La date de remise des propositions a été fixée au 7 et 8 octobre 2004, respectivement. Les documents sont disponibles sur le site web d'EUROPEAID <http://europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl>.

CONTACTS



Vos interlocuteurs à la Commission

Chef d'Unité: Riccardo GAMBINI
Coordinateur: Vittorio TONUTTI
Gestionnaires: Marc RIMEZ, Miguel ROMERO,
 Thierry FOURNIER-VILAY, Marie TILBURCK

Adresse:

COMMISSION EUROPÉENNE
 EuropeAid Office de Coopération
 Direction Amérique latine
 Unité «Opérations centralisées: Amérique latine» E2
 Programme URB-AL
 J54 4/13
 B-1049 Bruxelles (Belgique)
 Téléphone: (32 2) 298.46.35
 Fax: (32 2) 299.10.80

http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/urbal/index_fr.htm

| DELEGATION | CONTACT |
|--|--|
| Argentine | Constanza AJA ESPIL Tel.: 54-11- 4805.3759 constanza.aja-espil@cec.eu.int http://www.delarg.cec.eu.int/ |
| Bolivie | Angel GUTIERREZ HIDALGO Tel: 591-2-278.22.44 angel.gutierrez-hidalgo@cec.eu.int http://www.delbol.cec.eu.int/ |
| Brésil | María Cristina ARAUJO Tel.: 55- 61- 248.3122 – Fax: 55-61-248.0700 cristina.araujo@cec.eu.int http://www.delbra.cec.eu.int/ |
| Chili | Joséphine ARPAILLANGE Tel: 56-2 -335.24.50 josephine.arpaillange@cec.eu.int http://www.delchl.cec.eu.int/ |
| Colombie y Equateur | Carlos AYALA SAAVEDRA Tel: 57-1- 621.60.43 carlos.ayala-saavedra@cec.eu.int http://www.delco.cec.eu.int |
| Mexique | Cristina MARTINEZ CASTELLANOS Tel: 52-55- 55 40 33 45 cristina.martinez-castellanos@cec.eu.int http://www.delmex.cec.eu.int/ |
| Nicaragua - Costa Rica - El Salvador - Guatemala - Honduras | Inmaculada ROCA I CORTES Tel: 505 -270.44.99 - Fax: 505 270.44.84 Inmaculada.ROCA-I-CORTES@cec.eu.int http://www.delnic.cec.eu.int |
| Pérou | José Luis ARTEAGA CESPEDES Tel: 51-1-212-11-35 jose-luis.arteaga-cespedes@cec.eu.int http://www.delper.cec.eu.int |
| Uruguay - Paraguay | Mylène TESTUT Tel: 598-2- 1944.0126 mylene.testut@cec.eu.int http://www.delury.cec.eu.int |
| Venezuela | Jean-Charles FIEHRER Tel: 58-212-991.51.33 Jean-charles.fiehrer@cec.eu.int http://www.delven.cec.eu.int |

Vos interlocuteurs dans les réseaux

RÉSEAU N° 6

Environnement urbain

Coordination: Ayuntamiento de Málaga
 Contact: Pedro Marín Cots
 Adresse: Programa URB-AL - Red n° 6
 Plaza de la Alcazaba s/n
 Edif. Aparcamientos
 E-29012 Málaga - España
 Tél.: 34- 952 60. 27. 77
 Fax: 34 -952-22. 30. 92
 E-mail: red6@urbalmalaga.com -
 pmarin@ayto-malaga.es
 Internet: www.urbalmalaga.com

RÉSEAU N° 9

Financement local et budget participatif

Coordination: Prefeitura Municipal de Porto Alegre
 Contact: Eduardo Mancuso
 Adresse: Programa URB-AL Rede 9
 Rua Uruguai 155/14° andar
 CEP 90010-140 - Porto Alegre – RS - Brasil
 Tél.: 55-51-3289.3628 / 3651
 Fax: 55- 51- 3211.1265
 E-mail: emancuso@gp.prefpoa.com.br
 urbanlop@gp.prefpoa.com.br
 Internet: http://www.portoalegre.rs.gov.br/URBAL/

RÉSEAU N° 10

Lutte contre la pauvreté urbaine

Coordination: Prefeitura Municipal de São Paulo
 Contact: Sinoel Batista
 Adresse: Programa URB-AL Rede 10
 Palácio Anhangabaú - Viaduto do Chá, 15 -
 7o.andar
 CEP 01002-020 - São Paulo-SP
 Brasil
 Tél.: 55-11-3113.8551 / 8554 / 8547
 Fax: 55-11-3113.85.48
 E-mail: urban10@prefeitura.sp.gov.br
 Internet: www.urbal10.sp.gov.br

RÉSEAU N° 12

Promotion des femmes dans les instances de décision locales

Coordination: Diputación de Barcelona
 Contact: Eva Mª Gispert
 Gabinet de Relacions Internacionals
 Adresse: Còrrega 300, ppal. 1ª
 E - 08008 BARCELONA
 Tél: 34-93-40220.55
 Fax: 34-93-402.24.73
 E-mail: grii.red12urbal@diba.es
 Internet: www.diba.es/urbal12/

RÉSEAU N° 13

Ville et société de l'information

Coordination: Freie Hansestadt Bremen
 Contact: Claire Klindt
 Adresse: Office Network 13
 Kreuzstrasse 72
 D -28203 Bremen
 Tél: 49- 421-3695.40
 Fax: 49- 421 3695.425
 E-mail: claire@whitebalance.de
 Internet: www.bremen.de/urb-al/

RÉSEAU N° 14

Sécurité citoyenne dans la ville

Coordination: Municipalidad de Valparaíso
 Contact: Gustavo Paulsen
 Adresse: Programa URB-AL Red 14
 Blanco 1663 – Oficina 1002
 Valparaíso - Chile
 Tél: 56-32 -939.571
 Fax: 56- 32- 939.572
 E-mail: red14@urbalvalparaiso.cl
 Internet: www.urbalvalparaiso.cl

Conférence sur le partenariat local UE-AL

Coordination: Municipalidad de Valparaíso
 Contacts: Gustavo Paulsen
 María del Huerto Romero
 Adresse: Conferencia URB-AL
 Blanco 1663- Oficina 1002
 Valparaíso - Chile
 Tél: 56-32-939.805
 Fax: 56-32-939.572
 E-mail: conferencia@conferenciaurbal.cl -
 mromero@conferenciaurbal.cl
 Internet: www.conferenciaurbal.cl

